

# LES INDES EN LUTTE POUR LEUR LIBERTÉ LE BOURREAU VARGAS ENTRE DANS LE FRONT DES DÉMOCRATIES

Depuis des semaines, les masses hindoues sont entrées en lutte ouverte pour l'indépendance de leur pays. Trois faits essentiels dominent cette lutte : c'est, d'une part, l'ampleur du mouvement national, qui s'est propagé à travers tout le pays, de Bombay à Bénarès et de Calcutta à Ceylan ; c'est, d'autre part, la brutalité et la sauvagerie de la répression britannique ; c'est, enfin, l'absence de toute direction capable de mener le mouvement à une victoire substantielle.

Résumons les phases du mouvement, qui sont ici mal connues :

Depuis la guerre, grâce en particulier à la conjoncture économique consécutive au développement prodigieux de l'industrie d'armement aux Indes, le mouvement national a connu un nouvel essor. En échange d'une participation à la guerre aux côtés des démocraties, les dirigeants nationalistes, poussés par les masses, exigent l'indépendance de leur pays. Les négociations engagées lors du voyage de Stafford Cripps aboutissent à un échec devant l'intransigeance des conservateurs anglais. Malgré ce refus, les dirigeants du Congrès se montrent prêts à négocier un compromis et le discours prononcé par Gandhi la veille même de son arrestation ouvrait encore la possibilité de nouvelles négociations avec le vice-roi.

Mais l'Inde ne veut pas accepter de traiter ; la City entend continuer à exploiter l'Inde jusqu'au bout et les conservateurs ne veulent pas renoncer aux lucratives carrières coloniales. Il faut briser la résistance des masses hindoues dans l'œuf ; il faut agir vite et fort, avant que la campagne de désobéissance civile ait pu être sérieusement organisée. D'où des centaines d'arrestations, des conseils municipaux dissous, une censure féroce sur la presse : la démocratie capitaliste montre son vrai visage.

L'arrestation des dirigeants du Congrès est le signal d'un vaste mouvement des masses : grève des ouvriers à Bombay, Ahmedabad, Karachi, Calcutta, grève des étudiants, grève des commerçants, manifestations, démonstrations anti-anglaises. D'une façon générale, le mouvement garde des allures très pacifiques. Mais la police, selon les directives de Sir Roger Lumley, est prête à "recourir à tous les moyens pour rétablir l'ordre" : charges au gourdin plombé, coups de feu, foules mitraillées ou bombardées d'avion, tels sont les exploits héroïques de l'armée britannique contre des faibles sans armes.

Le mouvement n'a pas la moindre direction centrale ; il gagne de ville en ville, spontanément. Dacca, Calcutta, Uttarak, Madras, Hamnad, Lucknow, Cawnpore, Delhi, Colombo, Wardha, Nagpur, Bénarès, Patna, Poona, Moradabad, Bombay, Bassein, Surat, Nasik, Ahmedabad, Karachi, sont tour à tour le théâtre d'incidents sanglants. Les troubles gagnent Ceylan, où les troupes hindoues refusent de tirer sur la foule. Dans quelques villes, des comités locaux du Congrès dirigent la lutte ; le plus souvent, la foule agit sans direction, désorientée dès que la police parvient à arrêter les meneurs qui surgissent de ses rangs. Partout, incontestablement, le mouvement ouvrier prend la tête, quoique le Parti Communiste et la Fédération du Travail de l'ex-communiste Roy multiplient les appels contre la grève.

Dans le même temps, les tentatives de médiation se multiplient de toutes parts dans les milieux hindous. Les libéraux, la droite du Congrès, représentants de l'hindouisme orthodoxe et de la caste des prêtres, offrent leurs services. Mais aucune de ces tentatives n'a de chance d'aboutir parce que, d'une part les dirigeants anglais se refusent à toute négociation, parce que, d'autre part, la pression des masses est telle que les conciliateurs eux-mêmes ne peuvent proposer la formation d'un gouvernement hindou sans demander la participation du Congrès et sans se heurter par là même à une fin de non-recevoir des Anglais.

**Aidez-nous ! Diffusez « LA VÉRITÉ » !**

**Organisez les Groupes de discussion de la presse illégale !**

**Souscrivez, afin que ce journal, qui est le votre, camarades ouvriers, puisse continuer à paraître.**

MARSEILLE. — Le 14 Juillet a vu à Marseille une imposante manifestation de 100.000 personnes, contre Laval et les organisations fascistes, telles que le P.P.F. L'intervention de la police causa la mort de plusieurs personnes. De nombreux blessés restèrent sur le terrain.

La manifestation ridicule de Gergovie a été très mal accueillie sur la Canebière. Plusieurs milliers de manifestants ont houspillé ceux qui chantaient : « Maréchal, nous voilà ! ». Des cortèges de ménagères ont protesté contre les départs massifs de vivres à destination de l'Allemagne.

BILBAO. — Un attentat dirigé contre le général Varela, ministre de la guerre de Franco, a eu lieu à la sortie de la cathédrale : 60 morts et 140 blessés, tel en est le bilan. Nous continuerons à préférer les méthodes d'action prolétarienne à ces méthodes des anarchistes petits-bourgeois. La tâche des révolutionnaires espagnols n'est pas d'assassiner Varela, ou même Franco, mais de construire, sur les débris du stalinisme, de l'anarchisme et du centrisme (P.O.U.M.), le parti révolutionnaire qui vengera la défaite de 1936-39.

Ceux-ci, de leur côté, cherchent à utiliser les divisions, poussent en avant les représentants de la grosse paysannerie musulmane, font suggérer la division de l'Inde en plusieurs dominions.

Les dirigeants du Congrès, de leur côté, ne se montrent pas décidés à prendre la tête du mouvement des masses. C'est ainsi que Devadas Gandhi, le fils du Mahatma, a publié, au moment même où la police tirait sans pitié sur la foule, un appel au calme et à la non-violence. C'est que les milieux de la grosse industrie hindoue, qui ont réalisé, depuis trois ans, d'énormes bénéfices par l'exploitation scandaleuse des ouvriers hindous, et qui touchent de près Gandhi lui-même, craignent qu'un conflit déclaré avec Londres ne les prive de commandes si profitables. Pour toutes ces raisons, il se peut que le mouvement des masses connaisse des périodes difficiles, des défaites et des échecs et doive même battre en retraite. Il n'est pas même impossible que l'insuccès accroisse le nombre de ceux qui pensent que le mouvement national hindou doit momentanément s'appuyer sur les armées japonaises, quitte à se retourner ensuite contre elles. Ce calcul, entièrement faux, que peuvent seuls faire des radicaux petits-bourgeois désillusionnés, risque d'être la rançon inévitable des hésitations et des réticences des dirigeants du Congrès.

La leçon que doivent tirer les vrais révolutionnaires indiens doit être tout autre : la grosse paysannerie et la féodalité, une fois de plus, se font le rempart de l'Angleterre, en échange du maintien de leurs privilèges ; la grande bourgeoisie capitaliste indigène, qui veut avant tout obtenir le droit d'exploiter à sa guise son propre prolétariat, est prête à un accord avec l'Inde, pourvu que cet accord lui permette de sauver la face ; par contre, la classe ouvrière, malgré les agents de l'impérialisme dans ses rangs, a pris la tête de la lutte ; c'est sous sa direction que l'Inde deviendra libre. L'émancipation nationale de l'Inde est désormais étroitement liée à la lutte du prolétariat hindou pour son émancipation.

Il y a même demain le mouvement national hindou doit connaître de sombres journées, il aura fait un grand pas en avant dans la mesure où surgira du trouble et de la confusion générale un véritable parti prolétarien, inscrivant en tête de son programme la lutte pour le pouvoir des ouvriers et des paysans. L'avant-garde révolutionnaire doit se regrouper aux Indes ; la guerre aura numériquement renforcé le prolétariat ; la lutte actuelle l'aura politiquement mis au premier plan. Sous le drapeau et autour du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, se préparera l'étape finale de la lutte de l'Inde pour son émancipation nationale et sociale.

## Où un Général monarchiste défend la tradition de 1789

Concluant une série de discours prononcés par lui depuis son arrivée en Angleterre, le député socialiste André Philip a parlé le lundi 31 Août aux auditeurs anglais de Radio-Londres. Il a, dans ce discours, résumé pour le public britannique les lignes essentielles du programme politique de la "France combattante". Voici les trois thèmes principaux de son exposé :

1<sup>o</sup>. La "France Combattante" lutte pour la liberté et le respect de la personne humaine. Patrons et ouvriers, socialistes et conservateurs, sont unis pour cette lutte.

2<sup>o</sup>. La liberté et le respect de l'individu sont les conquêtes de 1789 : la "France Combattante" défend la tradition de 1789.

3<sup>o</sup>. La tradition de 1789 est la tradition de la République, gouvernement légal de la France. Le Comité National de Londres est le gouvernement français selon la loi, de Gaulle étant le seul membre du gouvernement qui ait voulu et pu continuer la lutte que le gouvernement de droit s'était engagé à mener jusqu'au bout.

Ce bavardage juridique et moralisateur étonne dans la bouche d'un socialiste qui prétend savoir ce que pensent les masses. Un propagandiste ouvrier, comme l'est André Philip, aurait dû, sur ces trois points, dire ceci :

1<sup>o</sup>. En régime capitaliste, il n'y a pour la grande masse des travailleurs qu'une liberté, celle d'être exploitée par le patronat et la personne humaine n'y a d'autre destin que d'être brisée par la guerre et broyée par la machine. Seul le socialisme signifie la liberté et le respect de l'humanité. Comment patrons et ouvriers, conservateurs et socialistes, pourraient-ils dès lors s'unir autour d'un programme socialiste ? Cette démagogie ne rappelle-t-elle pas trop le creux bavardage des radicaux ?

2<sup>o</sup>. La classe ouvrière veut défendre la tradition de 1789, la vraie, la tradition révolutionnaire, arracher le pouvoir aux féodalités capitalistes. C'est pourquoi un général monarchiste comme M. Charles de Gaulle ne lui apparaît pas spécialement qualifié pour représenter la tradition de 1789.

3<sup>o</sup>. Le général de Gaulle a continué la guerre ; mais nous n'oublions pas que la guerre qu'il a continuée, la guerre de Daladier, Reynaud, la guerre des capitalistes français, le peuple de France n'a pas voulu la faire. S'il veut mener une guerre aujourd'hui, c'est la guerre contre la réaction et l'oppression, pour le socialisme. C'est pourquoi le peuple de France veut, pour mener cette guerre, non un gouvernement selon la légalité bourgeoise, mais un gouvernement du peuple, un gouvernement des ouvriers et des paysans.

Nous comprenons bien le souci d'André Philip ; il veut unir tous ceux qui sont prêts à lutter contre l'oppression hitlérienne. Mais cela ne peut pas se faire autour de banalités creuses, pour un avenir indéterminé. L'union peut se faire dès aujourd'hui dans la lutte pour les salaires, pour le ravitaillement, contre les départs en Allemagne. Mais elle ne peut pas, elle ne doit pas se faire autour d'un programme qui subordonne une fois de plus la classe ouvrière à la bourgeoisie. Elle doit, au contraire, ouvrir la voie à la lutte de la classe ouvrière pour le pouvoir. Il ne s'agit pas de refaire l'ancien 1789, celui du Tiers-Etat, mais une nouvelle révolution, celle du Quatrième Etat, du prolétariat.

45 millions de Brésiliens viennent d'entrer dans la guerre et de se ranger dans le front des démocraties. La presse et la radio anglo-saxonnes mènent grand bruit et se réjouissent ; se réjouissent d'autant plus que le gouvernement portugais a assuré le Brésil de sa chaude sympathie et qu'ainsi les troupes alliées peuvent espérer, par les îles du Cap Vert et le Portugal lui-même, entamer la réalisation sans danger de ce second front européen, qu'il s'avère impossible de créer par des moyens purement militaires. La presse et la radio anglo-saxonnes oublient toutefois de nous dire si le peuple brésilien, lui se réjouit de faire la guerre pour la défense de la démocratie capitaliste.

La "défense de la démocratie" d'il apparaît au peuple brésilien comme une gigantesque et macabre plaisanterie. Pour lui, comme pour le peuple des Indes ou de Porto-Rico, la démocratie n'est qu'un vain mot et la "défense de la démocratie" qu'un prétexte pour justifier la guerre impérialiste. Depuis 1930, le général Gétulio Vargas, dernier espoir de Londres et de Washington, a supprimé au Brésil toutes les libertés ouvrières, asservi le Parlement et la presse, emprisonné, fusillé libéraux, syndicalistes et révolutionnaires. Peut-être se souvient-on encore d'une campagne de L'Humanité pour la libération du colonel Luis Carlos Prestes, leader du mouvement radical national, et contre Oswaldo Aranha, ministre des Affaires Etrangères, vendu à Wall-Street. Si le peuple brésilien veut défendre la démocratie, c'est d'abord contre les Vargas, les Aranha et les hommes de paille de Washington qu'il doit mener la lutte.

L'adhésion du général Vargas, après celles du sanglant Batista et du massacreur Trupillo, après celles de Georges de Grèce et de Pierre de Yougoslavie et, qui sait, avant celle de M. Salazar, met à nu, une fois de plus, le contenu réel de la guerre de Londres et de Washington, réactionnaire et impérialiste, comme la guerre de Berlin et de Tokio. Mais le peuple brésilien, en menant le combat contre ses oppresseurs et ses exploités, prendra sa place dans le front de lutte pour la révolution prolétarienne mondiale. Nos camarades du Parti Ouvrier Léniniste les conduiront dans cette voie.